

13 JUNE 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

PROPOS LIMINAIRES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE À L'ISSUE DU G7 AU ROYAUME-UNI.

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames et messieurs, la conférence du premier ministre JOHNSON s'achevant, il me revient donc de présenter les principales conclusions du point de vue de la France de ce G7 de Carbis Bay. Je veux avant toute chose remercier le premier ministre JOHNSON pour l'organisation de ce G7 et je crois les résultats que nous avons pu obtenir et je vais y revenir dans un instant, remercier aussi la Grande-Bretagne et les habitants de Cornouailles pour leur hospitalité. Je sais toutes les difficultés que nous pouvons créer lorsque nous nous déplaçons dans ces périodes et donc merci pour leur patience et remercier aussi Sa Majesté la Reine et la famille royale pour la délicatesse avec laquelle ils nous ont accueillis avant hier, en venant justement à la rencontre de l'ensemble des membres du G7.

Il y avait pour moi trois enjeux dans ce sommet du G7. Le premier était d'obtenir à court terme notre réaction et surtout une action permettant d'agir sur la vaccination mondiale dans une logique de solidarité que nous avons engagée dès avril 2020. Le deuxième objectif était d'acter justement une méthode commune et d'avoir des résultats avec ce multilatéralisme efficace auquel nous croyons et pour lequel nous nous sommes battus ces quatre dernières années, et en particulier de suivre les actions engagées à Biarritz et dans les sommets suivants. Le troisième objectif était de justement pouvoir définir une méthode de travail avec le président BIDEN et l'ensemble des partenaires autour de la table.

Sur le premier enjeu immédiat de court terme, nous sommes au rendez-vous, je crois pouvoir le dire, de cette ambition et nous serons en tout cas extrêmement vigilants à la bonne exécution des engagements pris aujourd'hui. Mais je crois pouvoir dire que ce G7 va permettre qu'il y ait plus de vaccins plus vite sur le terrain. Pour ce faire, nous ne partons pas de rien. Comme vous le savez dès avril 2020, nous avons lancé d'abord en construisant avec l'Union africaine et plusieurs partenaires, un agenda ambitieux. Ensuite en l'endossant en G20 dès avril 2020, c'est l'agenda d'ACTA, qui permettait justement d'engager la communauté internationale dans des dispositifs de solidarité. Ils nous ont permis d'enclencher les choses. Et à l'occasion de la réunion virtuelle, il y a quelques mois, en format G7 que nous avons eu, nous avons aussi pris des engagements très concrets et j'avais pu faire le suivi de ces sujets, en particulier sur leur plan financier, lors du sommet avec nos partenaires africains le 18 mai dernier à Paris, puis dans mon déplacement en Afrique du Sud.

Le G7 d'aujourd'hui permet donc d'accélérer sur plusieurs points. Le premier, le partage des doses. En février, j'avais fixé l'objectif de partager les doses à hauteur de 13 millions pour vacciner les personnels en première ligne, notamment les soignants. C'est ce que nous avons pu faire. Il y a quelques jours, je vous disais que, à nos yeux, l'objectif concret que nous devions nous fixer était un objectif de 40 % de population vaccinée d'ici la fin de l'année et 60 % au printemps prochain, pour l'Afrique au premier chef mais cela vaut aussi pour évidemment la zone Caraïbes, Amérique latine, Indo-Pacifique et l'ensemble du globe. Nous nous sommes engagés à travers ce G7 à justement endosser cet objectif et vacciner au moins 60 % de la population mondiale d'ici l'année prochaine, avec ce point de passage de 40% d'ici la fin de l'année. À ce titre, le G7 s'est engagé à partager un milliard de doses supplémentaires, dont la moitié à la fin de l'année. La France, dans ce cadre-là, a doublé ses propres engagements en passant de 30 à 60 millions de doses partagées d'ici la fin de l'année. De manière très concrète, l'Union africaine sera destinataire de 5 millions de doses d'ici la fin de l'été. Nous avons aussi obtenu que le G7 appelle collectivement le secteur privé à nous accompagner sur le modèle de ce qui avait été fait lors de la grippe H5N1, avec un partage de 10 % des doses produites. C'était une demande que j'avais pu formuler il y a quelques semaines et rappelée il y a quelques jours et cela a été endossé par l'ensemble des membres du G7. Désormais, la clé est que l'ensemble des membres du G7 suivent scrupuleusement ces engagements. S'ils sont tenus, nous pourrons avoir les résultats et, justement, parvenir à nos objectifs.

Le deuxième élément important de ce G7, c'est sur les prix. C'est ce que j'avais pu évoquer lors de mon déplacement en Afrique du Sud, ce que j'avais pu aussi rappeler il y a quelques jours. Nous avons tous acté la nécessité d'une plus grande transparence pour plus de justice dans ce qui est demandé aux pays en développement, c'est-à-dire que nous avons demandé à l'ensemble des industries pharmaceutiques de faire la transparence sur les prix des vaccins qui sont justement délivrés à ces mécanismes de solidarité. Ce prix de référence transparent étant aussi celui qui pourra être utilisé par les pays récipiendaires dans leurs achats.

Le troisième élément important attendu par beaucoup de nos partenaires, c'est l'engagement sur les capacités de production de vaccins. En effet, à très court terme, il faut donner des vaccins. C'est l'engagement que nous avons obtenu de ce milliard supplémentaire, mais il nous faut dès maintenant aussi pouvoir produire davantage dans tous les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire pour bâtir une autonomie. C'est important peut-être pour cette crise, s'il y a des rappels vaccinaux successifs. C'est important pour toutes les autres pandémies parce que nous avons un besoin de vaccination en permanence et nous savons que tous les continents sont aujourd'hui encore exposés à des pandémies structurelles au-delà de la Covid et c'est important pour bâtir la résilience face aux crises qui ne manqueront pas, de revenir. Un chiffre simple que j'avais rappelé en Afrique du Sud suffit à éclairer ce besoin. L'Afrique représente 20 % des besoins de vaccination dans le monde. Elle représente 1 % des capacités de production et donc nous devons aider chaque continent à lever ses capacités. Pour cela, le premier engagement pris par les membres du G7, qui est à court terme le plus structurant, c'est la levée de toutes les restrictions sur les exportations.

En effet, des pays importants pour la production à destination des zones à revenu intermédiaire ou des zones les plus pauvres, par exemple l'Inde, ont été bloqués ces derniers mois dans leur production à cause de certains blocages justement à l'export. Nous avons donc pris un engagement collectif, ce qui va changer beaucoup de choses, en particulier pour le Serum Institute of India de lever l'ensemble de ses restrictions à l'export.

Nous avons ensuite pris collectivement l'objectif qu'en aucun cas, la propriété intellectuelle ne bloquerait les transferts de technologies qui permettent justement de produire dans l'ensemble des régions du globe. Et à ce titre, de manière très concrète, nous avons acté l'accélération du travail et l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la santé pour obtenir un accord sur la question des brevets et de la propriété intellectuelle qui ne doit pas être un obstacle à l'accès universel. C'est la traduction très concrète de l'engagement que nous avons pris il y a un peu plus d'un an de faire justement du vaccin un bien public mondial.

À ce titre, je veux vraiment saluer le leadership de l'Afrique du Sud et de l'Inde, qui ont fait une proposition forte que nous avons retravaillé à plusieurs et le soutien des États-Unis d'Amérique dans cette direction et nous avons travaillé en complicité avec les États-Unis, les États-Unis d'Amérique sur ce point et nos collègues pour pouvoir justement produire ce résultat. Les discussions qui viendront dans les toutes prochaines semaines à l'OMC sont absolument essentielles à cet égard et nous les suivrons avec la plus grande vigilance. C'était l'urgence et, je crois que cette réaction est salubre, elle doit maintenant être suivie de tous les actes en conformité avec ses engagements. Nous nous sommes aussi engagés à nous préparer aux prochaines pandémies. Nous avons longuement discuté de cela, en particulier avec le président BIDEN, en réformant en particulier l'Organisation Mondiale de la Santé pour améliorer les systèmes d'alerte précoce en investissant massivement sur la recherche comme sur les systèmes de santé. Là aussi, dans nos économies comme chez nos partenaires, qu'ils soient de la région Indo-Pacifique ou de l'Afrique, et en tirant toutes les leçons de ce qui n'a pas fonctionné dans cette pandémie, en particulier dans les premiers temps de celle-ci, pour ne plus retrouver justement des situations où nous ne sommes collectivement pas prêts. Et je pense que ce sujet va irriguer nos plans d'action à la fois régionaux et nationaux dans les prochaines semaines et dans les prochains mois. Voilà sur le premier volet, ce que je voulais rappeler, qui fait de ce G7 un élément très concret de la réponse à la pandémie et à son urgence et de la politique de solidarité que nous devons avoir.

Le deuxième enjeu, comme je vous le disais, c'est d'obtenir des résultats pour ce multilatéralisme efficace. D'abord, pendant 4 ans, nous avons largement nous, Européens, mais avec aussi nos partenaires canadiens et japonais autour de la table du G7, tout fait pour que l'ordre mondial dans lequel nous croyons, c'est-à-dire celui d'une coopération entre économies développées, puisse continuer à fonctionner pour nos économies, mais aussi et surtout pour défendre nos valeurs, l'équilibre de notre démocratie ouverte et libérale et une économie de marché avec ses équilibres tels que définis depuis des décennies. Plusieurs fois, vous avez légitimement questionné l'efficacité de ce groupe parce que les désaccords qu'il y avait autour de la table ne permettaient pas de faire avancer aussi rapidement, justement nos engagements et la question de son efficacité était questionnée pour rester pudique. Je crois que ce G7 a permis de montrer que nous avons retrouvé une grammaire qui nous est plus familière, celle où les économies développées, quelles que soient les désaccords qu'elles peuvent avoir sur des sujets régionaux, sur des relations bilatérales, sur des sujets qui parfois peuvent donner lieu à des interprétations ou des actions différentes, néanmoins, partagent l'essentiel et ont la volonté de se coordonner pour défendre leurs valeurs, la réforme de leur système et leur capacité à agir ensemble face aux grands défis contemporains. Et donc, sur ce volet-là, je pense que c'est un point essentiel parce que c'est d'abord la crédibilité de ce groupe.

Ensuite, c'est la crédibilité de nos sociétés démocratiques. J'ai pu l'évoquer avec l'ensemble des journalistes qui étaient présents à la conférence de presse que j'ai tenue il y a quelques jours à Paris, mais nous l'avons longuement évoqué autour de la table de ce G7, d'ailleurs, je dirais de manière très frappante à mes yeux. Nous avons constamment parlé de notre capacité collective à défendre le modèle des démocraties libérales et ouvertes. Et ce modèle est à risque. Il est à risque parce qu'il est confronté à un défi d'efficacité, d'efficacité pour nos propres compatriotes. Est-ce que ces démocraties arrivent encore à produire de la croissance qui permet justement aux classes moyennes en particulier, de connaître la prospérité et le progrès ? Et est-ce que ces démocraties arrivent à construire une réponse coordonnée au défi climatique, technologique, humain ? Et est-ce que ces démocraties arrivent à construire des réponses solidaires aux défis qui sont les nôtres ? Je crois pouvoir dire là aussi que nous avons enclenché une dynamique vertueuse qui permet de faire fonctionner ce multilatéralisme efficace et d'avancer sur ce chemin.

D'abord, nous avons tous convergés pour décider d'une politique extrêmement ambitieuse de relance. Comme vous le savez, ce sont 12 000 milliards qui ont été investis par les économies du G7 en résistance et sortie de crise, ce qui est un stimulus économique inédit, mais nous avons surtout maintenant besoin de continuer à coordonner nos politiques de relance budgétaire et nos politiques monétaires. Les prochains mois seront décisifs pour réussir le retour à cette croissance, la sortie justement de crise et la capacité collective à recréer des emplois massivement pour donner des perspectives à l'ensemble de nos concitoyens. À ce titre, le consensus s'est établi pour dire que nous avons besoin d'investissements encore dans nos économies pour justement relancer les secteurs qui sont en transition et qui sont les plus importants pour la transition climatique et numérique et continuer d'avoir des politiques monétaires coordonnées et ambitieuses pour ce faire. Je pense que c'est un acquis extrêmement important de ce G7, c'est-à-dire la conviction qu'une politique expansionniste d'investissements pour permettre la transformation de nos économies et créer les emplois, donner des perspectives aux classes moyennes et répondre aux défis est absolument essentielle. Elle est aussi essentielle d'un point de vue géopolitique, car c'est la crédibilité de ce G7 pour proposer justement au reste du monde aussi un modèle de croissance et de financement d'infrastructures qui ne soit pas un modèle géopolitiquement dépendant d'autres valeurs et donc remettant en question les valeurs démocratiques ou un modèle remettant en valeur, remettant, pardon, en question les effets du changement climatique et proposant des éléments de croissance qui ne sont pas compatibles avec cette transition.

Le deuxième grand acquis à mes yeux de ce G7, c'est son avancée en terme justement de lutte contre les inégalités sur le plan international. Je l'ai évoqué, c'est pour moi un des grands sujets et la pandémie a accru ces inégalités. Il faut être lucide dans nos sociétés, à l'échelle du monde et à ce titre, plusieurs

engagements que nous avons pris permettent vraiment de répondre à cette situation. Premier point, nous avons obtenu un accord préparé lors du sommet de Paris pour le financement des économies africaines pour réorienter une partie des droits de tirage spéciaux émis par le Fonds monétaire international vers l'Afrique. Comme vous le savez, depuis le mois de novembre dernier, la France en particulier s'est beaucoup engagée aux côtés du FMI pour procéder à cette émission de droits de tirage spéciaux, ce qui est en quelque sorte une capacité supplémentaire donnée aux économies parties prenantes d'investir en sortie de crise. Nous avons obtenu il y a quelques semaines l'accord de nos partenaires pour avoir une augmentation de 650 milliards de droits de tirage spéciaux. Mais les clés de répartition mécanique de ces droits de tirage ne donnaient que 33 milliards à l'Afrique qui, par rapport aux besoins de financement, qui sont de 290 milliards de dollars, sont beaucoup trop faibles. Nous avons obtenu que l'ensemble des membres du G7 accepte de suivre le mouvement que nous avons initié à Paris le 18 mai dernier, qui permet d'avoir au moins 100 milliards de droits de tirage spéciaux qui iront vers le continent africain. C'est une étape importante pour plus de justice et une étape importante pour aider le continent africain dans sa sortie de crise et la réponse économique et sociale.

L'autre élément extrêmement important en matière de lutte contre les inégalités, c'est la décision collective de consolider l'accord obtenu par nos ministres des Finances il y a quelques jours en termes de fiscalité internationale. En effet, nous avons confirmé l'engagement du G7 pour obtenir un accord en juillet à l'OCDE sur une imposition minimale des multinationales à hauteur de 15 % au moins et d'adapter notre fiscalité à l'économie numérique avec une répartition plus juste de l'assiette. Ce sont ces fameux deux piliers. Nous avons décidé d'avancer ensemble sur cette fiscalité internationale qui va permettre de répondre à l'une des inégalités les plus criantes de l'organisation économique contemporaine. C'est là aussi une avancée très importante que nous suivrons dans sa mise en œuvre jusqu'au rendez-vous du G20 en format ministre des Finances de juillet et surtout le cadre inclusif de l'OCDE qui se tiendra également en juillet. En matière de lutte contre les inégalités, enfin, nous avons poussé un agenda auquel nous tenons, celui de la lutte contre les inégalités de genre.

D'abord, en continuant l'engagement que la France avait pris aux côtés du Sénégal lors de la reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation. J'ai confirmé que la moitié des 333 millions d'euros que nous allons consacrer au Partenariat mondial pour l'éducation sera dirigée en faveur de l'éducation des jeunes filles, qui est un sujet essentiel sur lequel nous nous battons vous le savez depuis plusieurs années et qui est un défi absolument clé pour nous tous. Nous avons aussi pu accroître notre soutien à l'entrepreneuriat féminin à Fawa (PH.), qui avait été créé lors du sommet de Biarritz, permet maintenant de mobiliser 1,5 milliard de dollars de financements mis à disposition d'ici 2024 pour l'entrepreneuriat féminin sur le continent africain. Nous avons aussi, avec le Canada, consolidé nos soutiens aux ONG du Sud. Tout ceci sera consolidé dans les prochains jours avec le Forum Génération Égalité, que nous tiendrons le 30 juin prochain à Paris avec ONU Femmes et qui permettra de consolider ces résultats, mais d'installer aussi un agenda de lutte contre les violences pour justement les droits sexuels et reproductifs des femmes pour la santé, l'éducation des jeunes filles, etc.

Ce sommet sur le plan du multilatéralisme efficace a aussi permis de donner une impulsion à la réforme du commerce international. Nous sommes tous engagés pour une meilleure prise en compte de nos objectifs climatiques et sociaux dans les accords commerciaux et pour accélérer la réforme de l'Organisation mondiale du commerce qui malheureusement, comme vous le savez, était bloquée depuis trop d'années. Or, la capacité de l'Organisation mondiale du commerce à régler rapidement les différends est un élément essentiel de notre crédibilité collective à faire fonctionner ce multilatéralisme.

Et puis, deux derniers sujets sur lesquels je m'étais engagé ont permis, en tout cas ont donné lieu à des engagements forts lors de ce Sommet climat et biodiversité, d'une part, avec la confirmation de l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an en faveur du climat et donc de redoubler collectivement sur nos efforts. L'ensemble des pays du G7 ont aussi acté leur alignement sur les standards que nous avons mis en place il y a maintenant plusieurs mois sur la finance climat, le fameux TCFD, la même chose sur la biodiversité où nous sommes en train de travailler à la normalisation des

financements et nous avons surtout collectivement marqué une vraie avancée. Et je veux dire combien les derniers mois consacrés lors de ce G7 ont été importants dans notre bataille contre le réchauffement climatique. En effet, depuis le début de cette année, les États-Unis d'Amérique ont acté leur retour dans le Club de Paris, de l'accord de Paris. C'est donc un élément essentiel puisque les États-Unis d'Amérique se réengagent dans l'accord de Paris et donc ont réaffirmé leur volonté de réduire les émissions de CO2 de 50 à 52 % d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2050, de manière conforme aux engagements qui avaient pris depuis quelques mois l'Union européenne. Et surtout la Corée du Sud et le Japon ont engagé ces derniers mois une transformation profonde de leur choix et de leurs décisions, en particulier en s'engageant sur la voie de l'abandon du charbon et la fin du financement, justement, des solutions charbon et fossiles en termes de développement, ce qui est, je crois, une avancée absolument clé de l'agenda de ce G7 et donc nous continuerons à avancer. J'ai tenu en particulier à ce que l'agenda biodiversité et lutte contre le réchauffement climatique soient liés parce que, nous le savons, beaucoup d'initiatives contribuent aux deux. Je veux ici rappeler l'importance à nos yeux de la Grande Muraille verte qui a été relancée en début d'année lors du One Planet Summit Biodiversité, qui s'est tenu à Paris.

Enfin d'autre part, nous avons là aussi acté des avancées en matière de renforcement de nos démocraties et de nos valeurs communes face à la violence et à la haine en ligne. Vous savez combien nous sommes engagés sur cet agenda. Dès l'été 2017 nous avons, avec Theresa MAY, porté cet agenda conjoint de lutte contre les contenus terroristes en ligne. Les résultats nous les avons obtenus que plus de deux ans plus tard. Mais nous avons, je crois pouvoir le dire ces deux dernières années, beaucoup progressé grâce à l'appel de Christchurch, nous avons lancé dès le mois de mai 2019, avec la première ministre ARDERN et d'ailleurs les autres membres du G7, ainsi que beaucoup d'autres chefs d'État et de gouvernement qui nous ont progressivement rejoints et les dirigeants de la tech, en tout cas beaucoup d'entre eux. Cet agenda a permis d'avancer. C'est l'appel de Christchurch et le processus d'Aqaba qui nous ont permis d'obtenir le retrait en une heure des contenus terroristes en ligne, ce qui s'est ensuite traduit par un règlement européen qui a été passé à la fin de l'année 2020. Et nous continuons à avancer sur le plan européen avec les deux directives DMA, DSA. Mais nous sommes en train maintenant de converger tous les membres du G7 ensemble pour d'une part lutter ensemble contre les discours de haine en ligne et donc avoir une action commune de régulation contre tous ces discours racistes, antisémites, xénophobes, homophobes, transphobes, etc. Et dans le même temps, réussir à avoir une politique qui est tout à la fois de discussion avec les plateformes justement de l'industrie et des réseaux sociaux et de l'autre côté assumer de passer des régulations. Le réengagement américain qui a été acté au mois de mai dernier autour de l'appel de Christchurch était un élément important. Le G7 a permis la mobilisation de tous.

Enfin, un troisième objectif, comme je le disais, je retiens de nos échanges avec le président BIDEN comme avec l'ensemble de nos partenaires ici retrouvés, que nous avons pu retrouver une vraie vision commune et surtout un moyen de travailler ensemble, c'est-à-dire la conviction que le leadership est plus fort par le partenariat. Je crois que c'est le défi qui nous est tous posé. Nous avons montré notre attachement constant à une bonne coopération, nous avons des différences, mais le respect mutuel et la volonté de travailler ensemble sur cet agenda que je viens de rappeler est la clé de notre efficacité commune. Ces valeurs sont partagées par l'ensemble des membres présents autour de la table. Je me félicite pour ma part que le président de BIDEN ait tenu à plusieurs reprises à manifester son attachement non seulement aux relations avec la France, mais à l'Union européenne en tant qu'organisation politique et économique. Respecter l'Union européenne et sa souveraineté dans le cadre du partenariat transatlantique, ce sont pour moi des éléments extrêmement structurants de la relation que nous avons avec le partenaire américain, parce que c'est un partenariat mutuellement respectueux et qui repose sur des ambitions et des valeurs communes.

Ensuite, ce G7 a permis de constater les différences que nous avons avec des démocraties devenues libérales comme la Russie ou avec des grandes puissances non démocratiques comme la Chine, mais avec une volonté commune de ne céder à aucune naïveté et donc de bâtir évidemment le cadre de nos

indépendances avec des solutions technologiques d'ailleurs, que nous voulons pour nous-mêmes, nous Européens, avec des partenariats avec les Américains, les Japonais et d'autres, mais avec notre vraie autonomie et en tout cas que la clé pour répondre aux défis qui est le nôtre est de bâtir un agenda positif et de croissance dans ce contexte. Donc, je vais être très clair, le G7 n'est pas un club hostile à la Chine. C'est un ensemble de démocraties qui entend travailler avec la Chine sur tous les sujets mondiaux sur lesquels la Chine est prête à travailler avec nous, qu'il s'agisse du climat, qu'il s'agisse justement d'un vrai réengagement dans les règles du commerce mondial, qu'il s'agisse des politiques de développement et de la gestion des dettes africaines, etc. C'est un compétiteur économique duquel nous attendons le respect plein et entier de toutes les règles auxquelles nous nous sommes collectivement et volontairement soumis, celle de l'Organisation mondiale du commerce. Et c'est aussi une puissance avec laquelle nous avons des désaccords que nous assumons quand il s'agit du travail forcé ou des droits de l'homme. Notre volonté est que, justement, ce cadre de relations soit assumé, mais ne soit pas dramatisé et qu'au contraire, le rôle des puissances du G7 est de proposer un agenda positif, celui qui, partout, permet de développer nos valeurs, celui qui, partout, permet d'apporter une réponse positive et concrète à nos ambitions. Je ne veux pas être plus long.

Nous aurons l'occasion demain, de nous retrouver pour le sommet de l'OTAN à Bruxelles. Je crois pouvoir dire aussi que cette même méthode s'y appliquera. J'ai eu l'occasion d'évoquer cela avec le président BIDEN et nous avons auparavant évoqué ce sujet avec l'ensemble de nos partenaires européens. Pour moi, le sommet de l'OTAN marquera cette volonté partagée d'abord de clarification stratégique sur les valeurs, des principes et des règles que nous voulons pour nous-mêmes au sein de l'Alliance et d'avoir un objectif qui est de travailler ensemble, notamment sur la maîtrise des armements sur le continent européen, et c'est à mes yeux aussi un sommet de l'OTAN qui a vocation à marquer le retour à la cohérence et l'efficacité commune.